

● (5.10 p.m.)

Nous avons dans notre industrie agricole actuellement des producteurs qui s'y entendent en affaires. Ils devraient avoir l'occasion de le prouver et de vendre leurs produits au Canada. Nous avons fait face depuis quelques mois au problème de la hausse du prix du bœuf. Nous avons été critiqués pour avoir laissé monter les prix du bœuf comme ils l'ont fait. Nous avons été également critiqués parce que les prix du bœuf n'étaient pas assez élevés. Le producteur même n'a pas profité autant qu'on pourrait le croire de cette hausse de prix.

J'estime qu'il est de la plus haute importance que nous tentions de trouver un moyen pour stabiliser les prix de la viande. Il n'est pas juste que le producteur moyen ait peur de vendre son produit parce que le prix pourrait être beaucoup plus élevé le lendemain. Je me demande souvent ce que les étrangers pensent lorsqu'ils font une commande de bœuf canadien. Ils voudraient peut-être faire une commande à livrer dans trois mois d'ici; mais quel sera alors le prix? Il varie tellement que les clients ont de la peine à s'assurer qu'ils obtiendront la qualité de bœuf qu'ils désirent, au prix qu'ils veulent réellement payer.

J'ai aussi des doléances à exprimer sur les méthodes suivies jusqu'ici par nos éleveurs de bœufs d'emboûche pour produire les animaux voulus. En allant aux foires dans ma circonscription électorale, j'ai vu dans les arènes de vente des animaux si gras qu'il était évident que les producteurs ne pourraient rentrer dans leurs frais. J'en ai parlé à certains éleveurs, et ils viennent que c'est un problème. Un petit pourcentage seulement de notre population est composée de travailleurs manuels. Il ne faut pas oublier qu'à une certaine époque ceux-ci réclamaient du gras avec la viande de bœuf. Ils en avaient besoin. Si l'on suit les tendances actuelles, on peut voir quelle quantité de graisse les gens acceptent avec le bœuf et l'on voit alors que nous élevons des bêtes qui ne correspondent pas aux besoins.

Les problèmes qui pèsent sur l'agriculture canadienne aujourd'hui sont nombreux et variés. Vous en avez souvent entendu parler à la Chambre, monsieur l'Orateur, j'en suis certain. Mais songez que si l'on compare les prix du grain et les coûts de production, le cultivateur de 1937 était en bien meilleure posture que celui de 1969. Il est vrai que nous avons besoin de meilleures relations publiques entre l'industrie agricole et le reste du pays, et même avec le reste du monde. Nous nous plaignons des prix de détail. Savons-nous

[M. Cobbe.]

vraiment ce que le producteur touche pour son produit? Croyez-vous qu'il est raisonnable que le producteur touche de 3 à 6c. la douzaine pour des œufs petits de catégorie A, quand on sait combien ils se vendent dans les magasins?

Les gens n'ont pas l'occasion de saisir la différence entre ce que paie un producteur et ce que nous payons pour son produit, et je trouve très important que l'on comprenne davantage hors du secteur agricole les problèmes des agriculteurs. Un des problèmes qui préoccupent l'industrie agricole—et j'espère que nous pourrions dissiper ses craintes—c'est l'expédition de contingents excédentaires de graines de semence. Bien des cultivateurs de l'Ouest ne peuvent actuellement vendre suffisamment de céréales pour payer leurs impôts, et encore moins entrer dans leurs frais d'exploitation. Ces cultivateurs sont très intelligents et savent ce qu'ils doivent semer. S'ils comptent obtenir une récolte l'an prochain, ils devront chercher à se procurer différentes sortes de graines de semence. S'ils ne sont pas en mesure de les acheter, l'industrie sera paralysée. J'espère que le ministre juge à propos de continuer le travail qu'il fait actuellement à ce sujet.

Soyez certain, monsieur l'Orateur, que tous les cultivateurs de l'Ouest ont été heureux d'apprendre que le ministre d'État de Saskatoon-Humboldt (M. Lang) avait été invité à s'occuper de la Commission canadienne du blé. Cela fait trop longtemps que la Commission du blé fonctionne en vertu des règlements actuels. Elle a été établie il y a une vingtaine d'années et ces règlements convenaient alors. Il est évident que les règlements actuels de la Commission sont loin d'être satisfaisants. Alors que les agriculteurs font face à des difficultés, je crois que ces difficultés présentent un avantage particulier. Voici pourquoi: jamais auparavant nous n'avons vu autant de personnes se préoccuper des problèmes agricoles. Je sais que c'est une manière difficile pour les gens de cette industrie de faire connaître leurs problèmes au reste du pays et d'intéresser assez les autres Canadiens pour qu'ils aident à la solution des problèmes agricoles.

Le Conseil national des grains, organisé l'an dernier dans le but d'étudier et de faire des recommandations sur les problèmes agricoles est, je crois, un organisme qui nous servira à surmonter nos problèmes. Lors de ses premières réunions, 35 organismes différents s'y sont fait représenter par plus de 100 personnes. Ces personnes étaient directement intéressées dans divers secteurs de l'agriculture.